

Master

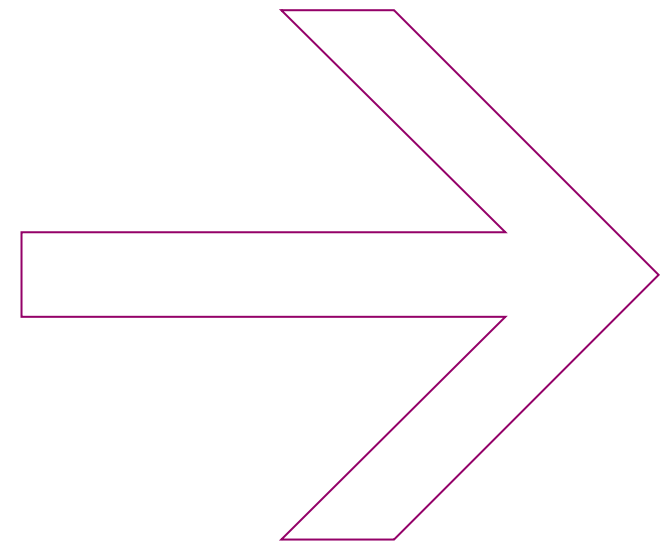
Politiques publiques
et changement social

Développement et expertise de l'économie sociale

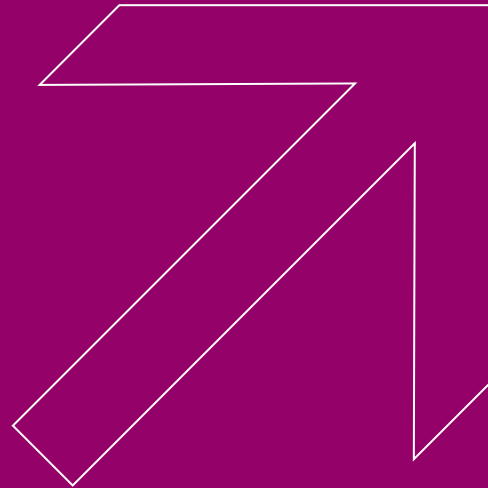


IEP INSTITUT D'ÉTUDES
POLITIQUES DE GRENOBLE

Développement et expertise de l'économie sociale



Spécialité du Diplôme national de master
« Politiques publiques et changement social »



Responsable de la spécialité :
Danièle Demoustier, Maître de conférences
en économie, IEPG
Tél. 04 76 82 60 64
→ Daniele.Demoustier@iep-grenoble.fr

Coordination pédagogique :
Denis Anselme
Tél. 04 76 82 61 16
→ Denis.Anselme@iep-grenoble.fr

Scolarité :
Céline Vinante
Tél. 04 76 82 61 35
→ Celine.Vinante@iep-grenoble.fr

Exposé des motifs

Les entreprises de l'économie sociale (associations gestionnaires de service, coopératives, mutuelles, fondations...) visent à exprimer et satisfaire des besoins sociaux et des aspirations collectives. En développant des activités (principalement dans les services relationnels, créatifs et financiers) et des emplois (avec plus de 2 millions de salariés et un taux de création de 20% en 5 ans), elles se trouvent aujourd'hui au croisement des mutations sociologiques, économiques, politiques et culturelles de notre société. Confrontées aux transformations des politiques publiques, avec lesquelles elles entretiennent des relations d'innovation, de complémentarité ou de partenariat, elles sont également des espaces de redéfinition des liens entre individualisme et action collective, engagement bénévole et subordination salariale, coopération et concurrence....

Objectifs de la formation

Former des étudiants et des professionnels aptes à assurer des fonctions de responsabilité, d'encadrement et de développement dans les organisations de l'économie sociale pour faire face aux défis des mutations en cours.

Face aux mutations multiples qui affectent la société, et pour répondre aux attentes de la population et des Pouvoirs publics, les entreprises d'économie sociale ont besoin de dirigeants de haute qualité. Ils doivent combiner des capacités d'observation et d'analyse avec des compétences de gestionnaires, d'animateurs, de négociateurs, d'innovateurs et de développeurs.

En effet, ils sont appelés à établir des diagnostics à la fois sur leur secteur d'activité et sur leur environnement territorial et général, pour pouvoir anticiper les transformations des besoins sociaux comme des comportements. Ils doivent savoir définir des orientations, mettre en place et développer des activités, tout en prenant en compte les contraintes de financement. Ils doivent être capables d'animer des équipes de bénévoles et de salariés, tout en négociant avec des partenaires extérieurs.

Apporter une connaissance approfondie et une compréhension fine de la place et du rôle des organisations et des entreprises de l'économie sociale dans un environnement en transformation. Il s'agit alors de donner aux étudiants de formation initiale la possibilité de tester en condition réelle les connaissances apprises de façon académique et de faire remonter les expériences pour questionner leur formulation, et aux professionnels en formation continue d'acquérir les connaissances et les outils d'analyse susceptibles de les aider à prendre de la distance par rapport à leur expérience, pour en approfondir le sens et la direction.

Cette spécialité permet ainsi :

- d'acquérir la connaissance, la compréhension et les outils d'animation et de gestion stratégiques propres à ces organisations ;
- de prendre le temps de la réflexion pour mieux maîtriser et orienter une intégration et une professionnalisation dans le secteur ;
- d'adapter les outils de management et de gestion à un environnement en profonde mutation, en affirmant les missions et les valeurs de l'économie sociale ;
- de confronter les expériences et les diverses conceptions avec des professionnels des mouvements et des entreprises du secteur.

Une démarche articulée en 3 axes

Trois principes guident notre démarche :

- 1) sur le contenu : une approche en terme de développement, donc non seulement de capacité d'adaptation à un environnement changeant mais aussi de capacité à peser sur les transformations de cet environnement en devançant les événements et par la structuration collective ;
- 2) sur le public : une approche transversale qui vise à mixer les stagiaires (étudiants, professionnels, demandeurs d'emploi), les structures (selon les statuts, les activités, la taille), les origines (rurale et urbaine), les expériences (diplômantes ou par validation d'acquis) ;
- 3) sur la pédagogie : la formation est basée sur l'alternance. L'accent est mis sur l'analyse mutuelle des pratiques, éclairée par des apprentissages plus théoriques. Les travaux personnels demandés privilégient l'analyse et l'écriture sans omettre l'apprentissage de connaissances, objet des enseignements plus magistraux. Chaque séquence d'enseignement – 5 jours par mois – doit être préparée par une analyse de l'organisation sur le thème prévu (histoire, rapport aux politiques publiques, législation-fiscalité, comptabilité-gestion, sociologie des organisations, intégration dans le développement local, orientation stratégique, échanges internationaux).

L'approche pédagogique mixe donc :

- les apports magistraux d'enseignants universitaires sur des bases disciplinaires ;
- les témoignages et analyses de responsables de mouvements et entreprises d'économie sociale ;
- le travail de groupe qui permet la mutualisation des expériences et des réflexions.

En première année, le S1 offre un tronc commun, construit autour des grandes disciplines en sciences sociales, et complété par des enseignements spécifiques à la spécialité et par une ouverture professionnelle (CM d'Économie sociale, Connaissance du milieu professionnels, séminaires avec des directeurs d'organisations).

Le S2 est un semestre d'ouverture. L'étudiant est encouragé à continuer en séjour académique et stage, à l'étranger ou en France.

En deuxième année, le S3 apporte les connaissances spécifiques à une approche du développement de l'organisation dans son environnement : processus d'innovation et de transformation ; essor dans une économie de services relationnels ; logiques d'acteurs et gestion des ressources humaines ; évaluation et mesure de l'utilité économique et sociale.

Le S4 vise à construire des compétences de développeur dans une optique stratégique : animation, négociation, gestion de conflits, communication ; stratégie de positionnement et de perspective ; insertion dans le développement local ; ouverture internationale. L'année universitaire se déroule en dix sessions de 5 jours. Les étudiants en formation initiale sont associés, par un stage de longue durée (4 à 8 mois), à la gestion stratégique d'une organisation.

Équipe pédagogique et partenariat

Enseignants et chercheurs en économie, sociologie, science politique, histoire, droit, gestion.

Intervenants professionnels de la vie associative, de la mutualité, de la coopération, de l'Union des employeurs de l'économie sociale...

Approche stratégique avec une enseignante de HEC-Montréal (Canada).

Module international avec des intervenants des instances européennes et de pays étrangers.

Une équipe d'intervenants spécialisés, enseignants, chercheurs, professionnels...

Fatiha Belmessous, chargée de mission, ENTPE, Lyon

Jean-Paul Bozonnet, maître de conférences en sociologie, IEPG

Laurent Butstraen, avocat, chargé de cours, Lyon III

Danièle Demoustier, maître de conférences en économie, IEPG

Anne-Cécile Douillet, enseignante, université Besançon

Sophie Louargant, enseignante, IUT 2 Grenoble

Elisabeth Maurel, chercheur, IEP Grenoble

Bernard Pecqueur, professeur, UJF, Grenoble

Jean-Marie Pernot, chercheur, IRES, Paris

Guy Saez, directeur de recherche CNRS, PACTE, IEPG

Catherine Sifakis, enseignante UPMF

Patrick Ternaux, enseignante UPMF

Pascale Trompette, sociologue, chercheur CNRS, UPMF, Grenoble

Martine Vezina, professeur en gestion, HEC Montréal

Marie-Claire Malo, professeur en gestion, HEC Montréal

Contacts internationaux

Italie : Universités de Trente et de Bologne

Espagne : Universités de Barcelone et de Valence

Allemagne : Institut technologique de Berlin

Belgique : Université de Liège
 Grande Bretagne : London School of Economics
 Brésil : Réseau universitaire Unitrabalho, Université de Sao Paulo
 Québec : Université du Québec en Outaouais, Université du Québec à Montréal, HEC Montréal
 Burkina Faso : Université de Ouagadougou
 Sénégal : Université de Dakar
 République Tchèque : Université J.E. Purkyne

Responsables de mouvements...

Conseil des entreprises, employeurs et groupement de l'économie sociale (CEGES)
 Union de syndicats et groupements d'employeurs représentatifs dans l'économie sociale (USGERES)
 Confédération générale des Scop
 Comité européen des coopératives ouvrières de production
 Conférence permanente des coordinations associatives
 Comité européen des associations d'intérêt général
 Mutuelles d'assurance : MAIF, Macif, Euresa
 Acteurs locaux et régionaux : mutuelles, associations, coopératives, Chambres régionales de l'Économie sociale et solidaire

Délégation interministérielle à l'innovation, l'expérimentation sociale et l'économie sociale (DIIESES), collectivités territoriales, dont élus et techniciens en charge de l'économie sociale et solidaire

Les débouchés professionnels et métiers visés

Chargé d'analyse et de développement de l'entreprise d'économie sociale

Responsable d'études et développement, conseiller en développement, responsable développement, directeur de projet, chargé de développement de projets territoriaux

Dirigeant, développeur d'entreprise de l'économie sociale

Gérant de société coopérative ouvrière de production, directeur d'équipement socio-éducatif, directeur de structure de service aux personnes, secrétaire générale de fédération, chargé de développement dans une chambre régionale de l'économie sociale

Conseiller en développement local

Agent de développement socio-économique, chargé de mission, animateur de pays

Concepteur-organisateur de formation-insertion

Chargé d'études des questions pédagogiques sur l'économie sociale, directeur de secteur formation-insertion

Accompagnateur en montage de projet collectif

Les différents modules de la première année (M1)

Le premier semestre de la première année de Master est dédié à la fois à des enseignements présentiels communs aux différentes spécialités du Master « Politiques Publiques et Changement Social » et à des enseignements spécifiques à la spécialité « Développement et expertise de l'économie sociale ».

- Les enseignements disciplinaires offerts dans le cadre du tronc commun sont diversifiés. Ils portent sur le management et l'analyse des politiques publiques, les politiques territoriales et européennes, la sociologie des organisations, les transformations du système productif, le développement local, les politiques sociales, les institutions publiques et les collectivités locales en Europe, les organisations internationales... Le choix de ces enseignements est optionnel et s'effectue sur la base d'un contrat pédagogique entre l'étudiant et le responsable de la Spécialité notamment à partir du parcours universitaire antérieur de l'étudiant.

Une UE d'ouverture obligatoire consacrée à la préparation à l'insertion professionnelle (recherche de stage et d'emploi ; connaissance du milieu professionnel) ainsi qu'à l'apprentissage de la langue anglaise, complète l'offre d'enseignements du tronc commun.

- Le premier semestre est également dédié à des enseignements présentiels spécifiques à « Développement et expertise de l'économie sociale ». Ces enseignements comprennent une conférence de méthode consacrée à la connaissance historique, théorique et pratique de l'économie sociale française, ainsi que deux modules de l'UE d'ouverture permettant une approche concrète des professions et de la gestion du travail dans l'économie sociale.

Le second semestre de la première année de Master se déroule en stage ou dans une université étrangère.

Les différents modules de la deuxième année (M2)

L'histoire de l'économie sociale et de ses organisations

OBJECTIF :

Connaître l'émergence de l'économie sociale et analyser la construction du secteur de l'économie sociale. Avoir une approche concrète des différentes familles et entreprises de l'économie sociale. Analyser les débats théoriques et historiques autour du concept d'économie sociale.

CONTENU : HISTORIQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

1) Les sources de l'économie sociale au XIX^e siècle: les différentes conceptions; les organisations à base professionnelle de l'ancien régime, l'alternative communautaire, l'association ouvrière, la construction fédéraliste.

2) Le renouveau de l'économie sociale à partir des années 1970/80 : organisations sans but lucratif, économie sociale, tiers secteur, économie solidaire, entreprise sociale.

COMPÉTENCES ACQUISES :

Resituer l'organisation du stagiaire dans son histoire et l'histoire générale de l'économie sociale pour savoir en tirer des enseignements sur les continuités et les discontinuités.

L'économie sociale et les logiques socio-économiques

OBJECTIF :

Donner aux étudiants les éléments de compréhension des transformations de l'environnement économique qui affectent les organisations d'économie sociale : éléments de contexte politique, économique et social, afin de pouvoir expliquer et situer l'émergence, l'essor et les transformations des entreprises de l'économie sociale.

CONTENU :

Logiques domestique, artisanale, publique et lucrative. L'économie sociale par rapport à ces logiques. La logique économique de l'économie sociale : l'activité socio-économique.

COMPÉTENCES ACQUISES :

Diagnostic économique et social de l'organisation. Réflexion sur les rapports sociaux, économiques et financiers, spécifiques à l'économie sociale.

L'économie sociale face aux politiques publiques

OBJECTIF :

Analyser comment les organisations et entreprises d'économie sociale interviennent dans l'élaboration des politiques publiques et négocient la construction de partenariats. Étudier la place et le rôle attribués aux usagers. Réfléchir à la construction des modes d'évaluation des financements publics.

CONTENU :

Cadrage théorique : constitution historique des relations de l'économie sociale avec les politiques publiques. Connaissance de la répartition des compétences entre collectivités publiques et de leurs modes d'action vis-à-vis de l'économie sociale. Analyse de politiques sectorielles et transversales dans lesquelles l'économie sociale est impliquée (telles que santé, jeunesse, emploi, aménagement du territoire...). Compréhension des relations avec les élus dans le cadre des processus de recomposition territoriale (locale, régionale, nationale, européenne).

COMPÉTENCES ACQUISES :

Compréhension des rapports entre l'organisation et les dispositifs publics. Capacité à construire des partenariats.

Logiques d'acteurs et gestion des ressources humaines

OBJECTIF :

Comprendre le fonctionnement d'organisations multi-partenariales en fonction d'une part du positionnement institutionnel des acteurs et d'autre part de leurs représentations et des conceptions. Appréhender les spécificités de la fonction employeur dans l'économie sociale.

CONTENU :

Gestion des relations sociales internes : relations bénévolat-salariat, président-directeur, fonction employeur ; sociologie des organisations : compréhension de la logique d'élaboration des compromis sociaux.

Analyse et prise en compte des spécificités de l'animation d'équipes réunissant des acteurs divers (bénévoles, administrateurs, salariés, partenaires...). Modalités de la négociation externe (avec des partenaires publics, privés, financiers, sociaux...). Communication, marketing social.

COMPÉTENCES ACQUISES :

Compréhension des logiques d'acteurs. Animation de groupes de salariés et bénévoles de l'économie sociale et solidaire. Résolution de conflits ; élaboration de compromis.

Droit, fiscalité des organisations de l'économie sociale

OBJECTIF :

Actualiser et consolider les connaissances en droit, fiscalité des organisations de l'économie sociale.

CONTENU :

Connaissance du droit des affaires et spécifiquement du droit des associations, des mutuelles et des coopératives. Connaissance de la fiscalité spécifique aux associations (instruction fiscale), mutuelles et coopératives (impôts et exonérations).

COMPÉTENCES ACQUISES :

Capacité d'analyse et d'évolution des statuts. Connaissance de la responsabilité juridique des structures et de leurs dirigeants.

Gestion économique et financière des organisations de l'économie sociale

OBJECTIF :

Consolidation des connaissances en comptabilité et gestion financière.

CONTENU :

Comptabilité analytique. Gestion prévisionnelle. Analyse des coûts. Tableaux de bord. Accès aux marchés publics. Connaissance des différentes sources de financement et de leurs combinaisons.

COMPÉTENCES ACQUISES :

Pilotage économique et financier d'une organisation d'économie sociale. Recherche de financement et relation bancaire.

L'inscription dans le développement local

OBJECTIF :

Comprendre le passage de la logique de projet à la dynamique de développement local. Travailler sur l'expression des besoins latents et émergents. Connaître la construction de relations partenariales. Élaborer un diagnostic de territoire. Connaître les processus d'innovation. Formaliser le montage de projet et son financement.

CONTENU :

Réflexion sur les besoins et l'innovation, les différentes théories de l'innovation, l'objet de l'innovation, les conditions du démarrage de l'innovation, innovation et organisation, le financement de l'innovation, la diffusion de l'innovation. Méthodologie de projet : situer différents types de projet ; identifier les caractéristiques d'un projet ; dégager les étapes principales de la mise en œuvre de projet ; situer la place des acteurs dans le système de conduite de projet ; analyser les relations que les entreprises d'économie sociale entretiennent avec leurs partenaires autour d'un projet.

COMPÉTENCES ACQUISES :

Diagnostic de territoire. Montage de projets partenariaux. Mise en réseau. Participation aux instances locales.

Stratégie des organisations et montage d'activité dans l'économie sociale

OBJECTIF :

Au-delà de la gestion, comprendre les enjeux et les modalités du management stratégique, à la fois au niveau du mode de gouvernance des entreprises d'économie sociale ; de l'analyse d'un environnement à la fois concurrentiel et coopératif ; de la hiérarchisation des forces et des faiblesses de l'organisation ; des orientations stratégiques de positionnement et de perspective.

CONTENU :

Connaissance des grands courants de la stratégie. Diagnostic de l'organisation, de son environnement (concurrence, coopération), et détermination des facteurs clés de succès : analyse de la chaîne de valeur, analyse du positionnement des acteurs. Choix stratégiques : positionnement sous contrainte, recherche-développement et innovation partagée, alliances stratégiques, positionnement offensif et innovation. Études de cas à partir des organisations, lieux d'insertion professionnelle ou de stage des étudiants.

COMPÉTENCES ACQUISES :

Maîtrise des enjeux et choix stratégiques, animation des conseils d'administration, présentation en assemblée générale.

Dimension internationale dont langue

OBJECTIF :

Connaître les différentes institutions européennes et internationales ainsi que les instances de représentation de l'économie sociale. Comprendre les compétences et les enjeux aux différents niveaux supranationaux ; comprendre les spécificités de l'économie sociale dans d'autres pays que la France ; pouvoir accéder aux financements européens et établir des partenariats transnationaux.

CONTENU :

Les institutions européennes ; le Fonds social européen. Les grandes organisations internationales. L'économie sociale dans les différents pays européens et sur les autres continents.

COMPÉTENCES ACQUISES :

Lecture et expression en langue étrangère. Participation aux échanges internationaux. Montage de projets transnationaux.

STAGE

Les étudiants et les demandeurs d'emploi font un stage du mois d'octobre au mois de mai afin de mettre la formation en prise directe avec les réalités du terrain. Ce stage se déroule obligatoirement dans des organisations de l'économie sociale sur l'ensemble du territoire.

Le stage est recherché par la personne en formation, l'équipe d'encadrement met sa disposition des moyens d'informations sur les entreprises du secteur. Le stage donne lieu à un rapport écrit, la note attribuée tient compte à la fois du déroulement du stage de la prestation écrite de l'étudiant et de la soutenance orale du rapport de stage.

MÉMOIRE

OBJECTIF :

L'objectif du mémoire est d'entreprendre une réflexion approfondie liée au projet professionnel de la personne en formation et à l'organisation dans laquelle elle est insérée. Le sujet est fixé d'un commun accord avec le directeur de mémoire, lequel est un universitaire ou un chercheur. Le mémoire peut être également suivi par un professionnel ou un spécialiste de la question. La recherche dans le cadre du mémoire est nourrie par l'ensemble des enseignements et par l'implication dans l'organisation de l'économie sociale. Une aide individuelle (tutorat) est également proposée à chaque étudiant.

CONTENU :

Sources documentaires. Techniques d'entretiens dont observation participative. Intégration des démarches théoriques. Conseils méthodologiques : bases et étapes de la construction du mémoire.

Compétences acquises : Recherche documentaire. Collectes de données écrites et orales. Capacité de hiérarchisation et d'analyse. Qualités de structuration, d'écriture et de présentation.

VALIDATION

Condition de validation de la première année :

S1 : Chaque Unité d'Enseignement fait l'objet d'un contrôle continu et /ou d'un examen terminal (écrit ou oral) validé par 5 crédits, le tout conduisant à l'obtention de 30 crédits.
S2 : Note de la formation académique réalisée à l'étranger, ou note du rapport de stage et soutenance pour l'obtention de 30 crédits.

Conditions de validation de la deuxième année :

- Contrôle continu : évaluation des travaux réalisés tout au long de l'année, en préalable aux différents modules
- 2 contrôles sur table et en temps surveillé : 1) Note de synthèse portant sur les transformations de l'économie sociale dans les transformations de son environnement. 2) Étude de cas finalisant les apprentissages sur les statuts, la gestion, le financement et la stratégie des organisations

- Un rapport de stage pour les étudiants
- Pour tous, un mémoire sur un sujet choisi en accord avec le responsable de la formation

CONDITIONS D'ACCÈS

L'accès en première année de Master (M1), est accessible aux étudiants :

Titulaires d'une licence dans le domaine des sciences sociales et humaines (science politique, histoire, histoire de l'art, sociologie, philosophie, sciences économiques, droit, géographie, urbanisme, AES...), ou titulaires d'un diplôme d'IEP en 3 ans, écoles de commerces, d'ingénieurs... ou équivalent.

Le processus d'admission :

L'entrée en Master 1 se fait sur dossier ou/et sur concours (voir les modalités générales d'admission en 4^e année à l'IEPG) pour l'admissibilité, l'admission étant prononcée après audition des candidats admissibles.

Les critères essentiels (lors des auditions) :

- Connaissance et implication dans les domaines de l'économie sociale : Ces critères permettront d'évaluer la motivation du candidat sur la base d'engagements préalables (bénévoles ou rémunérés) et l'adéquation de son projet aux besoins et au mode de financement du secteur de l'économie sociale.
- Qualités individuelles : L'accent sera mis en particulier sur l'esprit d'initiative, et la capacité de prendre des responsabilités et de travailler en équipe. Ces qualités devront être mises au service d'un projet collectif.
- Qualité du dossier universitaire : elle est attestée par les notes, les lettres de recommandation des enseignants et les différents travaux menés.

L'accès en seconde année de Master (M2) est accessible :

- Aux étudiants : ayant validé les semestres 1 et 2 de la première année du Master ; ou titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent dans les domaines des sciences humaines ou sociales (science politique, histoire, histoire de l'art, sociologie, philosophie, sciences économiques, droit, géographie, AES, diplôme d'IEP en 4 ans ou d'une 4^e année pour un diplôme d'IEP en 5 ans, de diplômes d'écoles de commerces, d'ingénieurs...) ou équivalent.
- Aux professionnels justifiant d'un diplôme Bac + 4 ou d'une Validation des acquis professionnels.

Critères d'admission :

- connaissance d'organisations d'économie sociale
- mêmes qualités à valoriser que pour le recrutement en première année.



Institut d'études politiques de Grenoble
BP 48 - 38040 Grenoble cedex 9
Tél. (+ 33) (0)4 76 82 60 00
Fax (+ 33) (0)4 76 82 60 70
<http://www.iep-grenoble.fr>